

# M<sup>e</sup> Vergès : « Barril devait m'assassiner »

M<sup>e</sup> Jacques Vergès, l'un des avocats de Carlos dont le journal « le Monde » prétend qu'il a été un « émissaire » du terroriste vénézuélien, contre-attaque, dans un entretien publié par « France-Soir » vendredi, en accusant les services secrets de chercher à l'abattre et que le capitaine Paul Barril devait se charger de cette mission. M<sup>e</sup> Vergès affirme : « A deux reprises au début des années quatre-vingt, mon nom a figuré sur une liste de personnes à abattre par les services français. » Selon l'avocat François de Grossouvre, un proche du président de la République lui a confirmé, avant sa mort, une information que lui avait donnée en 1991 le capitaine Paul Barril, ancien membre de l'ex-cellule antiterroriste. « En pleine vague terroriste, déclare M<sup>e</sup> Vergès, l'un des principaux responsables des services secrets français a proposé au président de la République une liste de gens, réputés dangereux, qu'il se proposait de faire éliminer rapidement. Mon nom figurait en bonne place sur cette liste. A l'époque, le président de la République a refusé... après avoir longuement réfléchi. »

« Quelques mois plus tard, toujours selon M<sup>e</sup> Vergès, le même responsable des services secrets est revenu à la charge avec une liste plus restreinte. Mon nom y figurait encore. Cette fois « on » — « celui qui se trouve placé au sommet de l'Etat », estime l'avocat — a laissé faire, et la liste a été confiée à la cellule élyséenne. (...). C'est le capitaine Barril lui-même, je crois, qui devait être chargé de la besogne. C'est du moins ce qu'il m'a avoué. C'est un bon soldat, il aurait obéi. » M<sup>e</sup> Vergès affirme en outre que c'est le cabinet de Gaston Defferre qui lui avait demandé en 1982 d'assurer la défense de Magdalena Kopp, devenue ensuite l'épouse de Carlos, et de Bruno Bréguet.